

Audience publique du 3 novembre 2011

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre une décision du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du
Développement rural,
en matière d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec
les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel

JUGEMENT

Vu la requête déposée le 6 décembre 2010 au greffe du tribunal administratif, inscrite sous le numéro 27553 du rôle, par Maître Sabrina Martin, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant à ..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 3 septembre 2010 déclarant non fondé le recours gracieux dirigé par courrier du 30 juillet 2010 contre une décision du même ministre du 17 mai 2010 sollicitant le remboursement d'un montant de ... euros correspondant à 50% des aides accordées en vertu du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 28 février 2011 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 25 mars 2011 par Maître Sabrina Martin ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 22 avril 2011 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Yasmine Cherifi, en remplacement de Maître Sabrina Martin, et Madame le délégué du gouvernement Betty Sandt en leurs plaidoiries respectives.

Le 26 décembre 2001 Monsieur ... s'adressa au ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable, désigné ci-après par « le ministre », pour solliciter une prime en vertu du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, désigné ci-après par « le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 », tout en s'engageant à réduire sa charge de bétail, conformément aux exigences légales pour une durée de cinq années consécutives.

Par décision du 28 juin 2002, le ministre fit droit à la demande de Monsieur ..., en lui signalant que son exploitation agricole devait respecter certaines conditions, concernant notamment la charge du bétail et les surfaces fourragères et ce pour une durée de cinq ans, prenant fin le 31 octobre 2006.

Le 13 juillet 2006, Monsieur ... adressa au ministre un formulaire concernant le paiement des aides accordées dans le cadre du programme favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, en y indiquant que certains changements seraient survenus et en précisant à ce sujet que : *« Ab 2005 kann ich die Bedingungen des Kontraktes nicht mehr erfüllen da mir ... ha Grünland gekündigt wurden. Das » Ministère de l'Environnement » installiert auf dieser Parzelle (...) Dieses können sie jederzeit im Ministère de l'environnement nachfragen. Ich berufe mich in diesem Fall auf höhere Gewalt. (...) ».*

Par courrier du 20 novembre 2006, le ministre informa Monsieur ... qu'il envisageait de solliciter le remboursement d'un montant de ... euros correspondant, suivant un décompte établi en date du 7 novembre 2006, à 50% des aides accordées dans le cadre du programme favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, touchées indûment. Le ministre invita Monsieur ... à prendre position par rapport à la décision envisagée dans un délai de quinze jours.

Par décision du 17 mai 2010, le ministre sollicite de Monsieur ... le remboursement d'un montant de ... euros. Ladite décision est libellée comme suit :

« Ich beziehe mich auf Ihre Unterredung vom 9. März 2009 mit Herrn ..., Direktor der ASTA, in welcher Sie ihn gebeten haben, den Fall der höheren Gewalt anzuerkennen.

Nach eingehender Prüfung Ihrer Akte kann ich dieser Bitte nicht nachkommen. Die Verordnung (EG) Nr. 1750/1999 der Kommission vom 23. Juli 1999 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), zählt im Artikel 30 auf, welche Fälle als Fälle höherer Gewalt anzusehen sind. In Absatz 2 des vorgenannten Artikels wird ebenfalls festgehalten, dass die Betriebe den Antrag auf höhere Gewalt innerhalb einer Frist von zehn Werktagen tätigen müssen.

Artikel 30 der Verordnung (EG) Nr. 1750/1999 der Kommission vom 23. Juli 1999:

« (1) Unbeschadet besonderer Umstände, die im Einzelfall zu berücksichtigen sind, können die Mitgliedstaaten insbesondere folgende Fallgruppen höherer Gewalt anerkennen:

- a) Tod des Betriebsinhabers;*
- b) länger andauernde Berufsunfähigkeit des Betriebsinhabers;*
- c) Enteignung eines wesentlichen Teils des Betriebs, soweit sie am Tag des Eingangs der Verpflichtung nicht vorherzusehen war;*
- d) schwere Naturkatastrophe, die die landwirtschaftlich genutzte Fläche des Betriebs erheblich in Mitleidenschaft zieht;*
- e) unfallbedingte Zerstörung der Stallungen des Betriebsinhabers;*
- f) Seuchenbefall des Tierbestands des Betriebsinhabers oder eines Teils davon. 1-1*

(2) Fälle höherer Gewalt sind mit den entsprechenden von der zuständigen Behörde

anerkannten Nachweisen der zuständigen Behörde innerhalb von zehn Arbeitstagen nach dem Zeitpunkt, ab dem der Betriebsinhaber hierzu in der Lage ist, schriftlich mitzuteilen.

In Ihrem Fall findet keiner der vorgenannten Punkte eine gerechtfertigte Anwendung. Die Kündigung eines Pachtvertrages im Hinblick auf eine industrielle Nutzung des verpachteten Grundstücks durch eine Drittperson gilt den europäischen Gesetzestexten nach nicht als Fall höherer Gewalt.

Ich möchte Sie ebenfalls auf das umgeänderte Gesetz vom 18. Juni 1982 (Loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme) hinweisen, welches die gesetzliche Basis für die Verpachtung von landwirtschaftlichen Immobilien darstellt. Artikel 8 sieht vor, dass im Fall einer Kündigung im Hinblick auf eine industrielle Nutzung der verpachteten Ländereien, der Pachtvertrag mindestens bis zum Ende des Kulturjahres läuft (in Ihrem Fall bis zum 1. November 2006).

Article 8 de la loi modifiée du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme

« Par dérogation aux articles 5 et 6, le bailleur peut mettre fin au bail à tout moment lorsque les biens loués doivent être considérés, au moment de la notification du congé, comme terrains à bâtir ou à destination industrielle et que le bailleur entend leur donner une affectation conforme à cette destination.

Si la fin de l'année culturale est postérieure au congé de neuf mois au moins, le bail s'éteint à la fin de l'année culturale en cours. Dans le cas contraire, il ne s'éteint qu'à la fin de l'année culturale suivante. En cas de contestation, la charge de la preuve du changement de destination des biens loués incombe au bailleur.

En cas d'application des dispositions de l'alinéa 1er, le preneur a droit à une réduction du fermage correspondant à la partie des terrains à usage agricole soustraite à son exploitation. Si la ou les parcelles soustraites à l'exploitation du preneur représentent en superficie plus du dixième de l'ensemble des terres exploitées par lui, il a droit à une indemnité en réparation du préjudice que lui cause la dénonciation prématurée du bail. »

Ich muss Ihnen somit leider mitteilen, dass ich mich gezwungen sehe, den in meiner Entscheidung vom 26. Februar 2007 angekündigten Betrag von ... Euro zurückzufordern. Ich bitte Sie den Betrag durch Überweisung auf das Postscheckkonto IBAN (...) der „Trésorerie de l'État – FEAGA" mit dem Vermerk „..." zurückzuzahlen (...) ».

Par courrier du 30 juillet 2010, Monsieur ... introduisit un recours gracieux auprès du ministre au motif qu'il n'aurait pas pu respecter ses engagements en raison d'un cas de force majeur, à savoir la résiliation de son contrat de sous-location concernant des terres agricoles, de sorte qu'il devrait pouvoir bénéficier des exceptions énoncées par le règlement (CE) 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, désigné ci-après par le « règlement CE 1750/1999 », et qu'il devrait être exonéré du remboursement des primes touchées.

Par courrier du 3 septembre 2010, le ministre confirma sa décision initiale du 17 mai 2010, tout en ajoutant que : « In Ihrem Widerspruch-Schreiben vom 30. Juli 2010 heben Sie hervor, dass laut Artikel 30 der Verordnung (EG) Nr. 1750/1999 der Kommission vom 23. Juli 1999, in der Anwendung von höherer Gewalt, im Einzelfall auch besondere Umstände berücksichtigt werden könnten. Leider ist Ihr Fall nicht als Fall höherer Gewalt im Sinne von Artikel 30, Paragraph 1 anzusehen. Ihrem Widerspruch kann somit nicht stattgegeben werden. Ausserdem möchte ich Sie darauf aufmerksam machen, dass Artikel 30, Paragraph 2 Folgendes vorsieht:

„(2) Fälle höherer Gewalt sind mit den entsprechenden von der zuständigen Behörde anerkannten Nachweisen der zuständigen Behörde innerhalb von zehn Arbeitstagen nach dem Zeitpunkt, ab dem der Betriebsinhaber hierzu in der Lage ist, schriftlich mitzuteilen.“

Jedoch haben Sie uns erst am 13. Juli 2006 davon in Kenntnis gesetzt, dass Sie nicht in der Lage sind, Ihre Kontraktbedingungen zu erfüllen. Da Sie in Ihrem Flächenantrag von 2005 (den man spätestens am 15. Mai 2005 eingereicht haben muss) die betroffenen Flächen nicht mehr meldeten, kann davon ausgegangen werden, dass Sie uns erst mit über einem Jahr Verspätung nach der Pachtkündigung diese neuen Tatsachen mitteilten.

Die Tatsache, dass Sie die betroffenen Flächen ab dem Kulturjahr 2005 nicht mehr meldeten, macht es mir ebenfalls unmöglich, Ihrem Argument Rechnung zu tragen.

Ich muss Ihnen somit leider mitteilen, dass ich mich dennoch gezwungen sehe, den in meiner Entscheidung vom 17. Mai 2009, beziehungsweise 26. Februar 2007 angekündigten Betrag von ... Euro zurückzufordern. Ich bitte Sie den Betrag durch Überweisung auf das Postscheckkonto (...) der „Trésorerie de l'État — FEAGA“ mit dem Vermerk „...“ zurückzuzahlen. (...)».

Par requête déposée le 6 décembre 2010 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du ministre du 3 septembre 2010 déclarant non fondé le recours gracieux dirigé par courrier du 30 juillet 2010 contre la décision précitée du même ministre du 17 mai 2010 sollicitant le remboursement d'un montant de ... euros correspondant à 50% des aides accordées en vertu du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

A titre liminaire, le tribunal constate que le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 a été abrogé par l'article 53 (1) du règlement grand-ducal du 26 août 2009 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel. L'article 53 (2) dudit règlement grand-ducal dispose cependant que : *« Toutefois, les engagements souscrits sur base du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 précité restent valables jusqu'à la fin de leur durée. Pour ces engagements, tout remplacement de l'engagement par un nouvel engagement tel que prévu à l'article 11, paragraphe 3 du règlement (CE) n° 746/96 est exclu. ».*

Partant, dans la mesure où en l'espèce, les aides en vue de favoriser les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel ont été accordées par le ministre en date du 28 juin 2002 pour une durée allant jusqu'au 31 octobre 2006, c'est-à-dire une durée pendant laquelle le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 était en vigueur, le tribunal est amené à constater que ledit engagement, souscrit sur la base du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001, est resté valable et qu'il est soumis aux dispositions dudit règlement grand-ducal du 9 novembre 2001. Par ailleurs, le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 a été adopté au vu du règlement CE 1750/1999 et du règlement CE 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), de sorte que la décision déférée est également fondée sur lesdits règlements.

Etant donné qu'aucune disposition légale ne prévoit de recours au fond en matière d'aides en vue de favoriser les méthodes de production agricole compatibles avec les

exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, le tribunal est incompétent pour connaître du recours principal en réformation.

Le délégué du gouvernement soutient que le recours subsidiaire en annulation serait irrecevable au motif qu'il aurait été introduit de manière tardive, sans étayer davantage le moyen afférent.

En vertu de l'article 13 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives : « (1) (...) le recours au tribunal n'est plus recevable après trois mois du jour où la décision a été notifiée au requérant ou du jour où le requérant a pu en prendre connaissance.

(2) Toutefois si la partie intéressée a adressé un recours gracieux à l'autorité compétente avant l'expiration du délai de recours fixé par la disposition qui précède ou d'autres dispositions législatives ou réglementaires, le délai du recours contentieux est suspendu et un nouveau délai commence à courir à partir de la notification de la nouvelle décision qui intervient à la suite de ce recours gracieux. ».

En l'espèce, Monsieur ... a déposé sa requête introductive d'instance contre la décision ministérielle du 3 septembre 2010, intervenue suite au recours gracieux introduit le 30 juillet 2010, en date du 6 décembre 2010, soit dans le délai de trois mois prévu par l'article 13 (2) précité, étant à préciser que la notification de la décision déférée du 3 septembre 2010 ne s'est forcément pas opérée le même jour et que ledit 3 septembre 2010 était un vendredi, de sorte que Monsieur ... a pu avoir notification de ladite décision au plus tôt le lundi 6 septembre 2010. Le moyen d'irrecevabilité soulevé par le délégué du gouvernement est partant à rejeter.

Aucun autre moyen d'irrecevabilité n'ayant été soulevé, le recours en annulation est recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, Monsieur ... explique en premier lieu que suivant un bail conclu verbalement en novembre 1996 avec Monsieur ..., il aurait sous-loué une parcelle de terrain d'une contenance d'environ ... hectares à ..., ce qui lui aurait permis de disposer d'une surface fourragère suffisante pour remplir les conditions afin de pouvoir bénéficier des aides en vue de favoriser les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel. Après avoir sollicité lesdites aides auprès du ministre, il se serait vu allouer les primes afférentes pour les années 2002, 2003 et 2004. Monsieur ... affirme que toutefois, par acte notarié du 8 décembre 2005, le bailleur principal et le locataire principal auraient résilié d'un commun accord le contrat de bail principal portant sur les terrains sis à ... et sous-loués par lui. Il aurait partant été contraint d'accepter la résiliation de son contrat de sous-location et il aurait quitté avec son cheptel les terrains concernés début mars 2005. Le 13 juillet 2006, il aurait informé le ministre qu'il ne pouvait plus remplir les conditions pour bénéficier des aides en vue de favoriser les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

En droit, le demandeur fait valoir que la décision déférée serait contraire tant à l'article 29 (3) qu'à l'article 30 du règlement CE 1750/1999, ainsi qu'à l'article 55 (4) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001. A cet égard, il soutient principalement qu'il n'aurait pas pu respecter ses engagements envers l'Etat en vue de bénéficier des aides accordées dans le cadre du programme favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, en raison d'un cas de force majeure, à savoir la résiliation de son contrat de

bail portant sur des terrains utilisés comme surface fourragère. Le demandeur conclut que le ministre n'aurait pas pu lui enjoindre de rembourser une partie des aides perçues.

Le demandeur estime encore que le ministre ne pourrait pas lui reprocher de ne pas l'avoir averti dans un délai de dix jours du cas de force majeur invoqué, étant donné qu'une telle exigence ne figurerait pas parmi les dispositions du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001, ni parmi les conditions du contrat liant les parties en cause.

Le demandeur fait, par ailleurs, valoir que si l'article 56 (1) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 prévoyait qu'en cas de résiliation volontaire de l'engagement avant l'échéance par le bénéficiaire, celui-ci est tenu de rembourser 50% des primes reçues, cette disposition ne serait pas applicable en l'espèce, étant donné qu'il n'y aurait eu aucune résiliation volontaire de sa part en l'espèce.

Le délégué du gouvernement répond que le demandeur n'aurait respecté les conditions de son engagement que pendant trois ans, alors qu'il aurait dû les respecter du 1^{er} mai 2002 au 31 octobre 2006, soit durant cinq ans. Il n'aurait partant droit qu'à 50% des primes allouées en vue de favoriser les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel et il devrait procéder au remboursement des sommes indûment perçues. Le représentant étatique insiste sur le fait que les primes allouées dans le cadre du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 seraient censées rémunérer la surcharge de travail que le respect des conditions s'y rattachant ferait peser sur l'exploitant. La restitution requise de 50% des primes perçues en cas de résiliation volontaire de l'engagement par le bénéficiaire des primes avant l'expiration du délai de cinq ans ne correspondrait pas à une sanction, mais à une réduction des aides, qui, dans un premier temps auraient été destinées à compenser les efforts, que, dans un deuxième temps le bénéficiaire aurait cessé d'accomplir.

Le délégué du gouvernement fait par ailleurs valoir que le demandeur ne pourrait pas se prévaloir des articles 29 et 30 du règlement CE 1750/1999 pour être exonéré du remboursement de 50% des primes touchées, étant donné que, d'une part, lesdits articles se rapportent à des situations où l'exploitant est propriétaire des parcelles, ce qui ne serait pas le cas du demandeur qui serait sous-locataire, et, d'autre part, que même si la résiliation du contrat de bail a été imposée au demandeur, la situation dans laquelle il se trouve ne saurait être constitutive d'un cas de force majeure au sens de l'article 30 du règlement CE 1750/1999. A ce sujet, le représentant étatique ajoute que la situation du demandeur ne saurait être qualifiée ni d'imprévisible, ni d'irrésistible, de sorte qu'elle ne correspondrait pas à un cas de force majeure.

Force est d'abord au tribunal de constater que l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 institue un ensemble de régimes d'aides visant à encourager l'introduction ou le maintien de méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel et que l'article 10 du même règlement grand-ducal institue dans ce contexte un régime d'aide favorisant la réduction de la charge de bétail ovin et bovin. En vue de bénéficier du régime d'aide favorisant la réduction de la charge de bétail ovin et bovin visé à l'article 10 (1) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001, les exploitants doivent s'engager à respecter, sur la totalité de leur exploitation, différentes conditions, énumérées par ledit règlement grand-ducal, dont notamment une diminution de la charge de bétail ovin et bovin et une certaine surface fourragère.

Suivant l'article 51 (3) dudit règlement grand-ducal, l'engagement des bénéficiaires des aides doit porter sur une durée de « *cinq ans pour les régimes d'aides instaurés par le présent règlement* ».

Quant au respect des conditions imposées par le règlement grand-ducal précité en vue de bénéficier des aides visant à encourager l'introduction ou le maintien de méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, l'article 55 dudit règlement grand-ducal dispose : « *(1) Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les engagements souscrits, il doit rembourser soit totalement, soit partiellement l'aide en fonction de la gravité de la violation des engagements souscrits. Le Ministre fixe les sanctions à appliquer sur avis de la commission écologique (...)* ».

Toutefois, l'article 55 (4) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 prévoit qu'un exploitant peut exceptionnellement être exonéré du remboursement des aides touchées en disposant : « *Par dérogation aux dispositions du paragraphe (1) et (2), il sera renoncé à la restitution des aides lorsque l'inobservation des engagements est la conséquence de circonstances indépendantes de la volonté du bénéficiaire des aides et notamment dans les cas visés à l'article 30 du règlement modifié n° 1750/1999.* ».

Au vu du libellé de l'article 55 (4) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001, le tribunal est amené à constater qu'un exploitant peut être dispensé du remboursement des aides si des circonstances indépendantes de sa volonté l'ont empêché de remplir ses engagements et que de telles circonstances peuvent notamment, mais pas exclusivement, être constituées par les cas visés à l'article 30 du règlement CE 1750/1999 qui énumère à son tour de façon non exhaustive des catégories de force majeure pouvant être prises en considération par les Etats membres.

En l'espèce, le demandeur invoque une violation de l'article 55 (4) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001, en estimant que le ministre aurait dû le dispenser du remboursement des aides touchées en raison de circonstances indépendantes de sa volonté l'ayant empêché à remplir ses engagements, à savoir la résiliation de son contrat de sous-location, l'ayant privé d'une partie des surfaces fourragères. Le délégué du gouvernement se limite à répondre que la résiliation du contrat de sous-location ne saurait être considérée comme cas de force majeure au sens de l'article 30 du règlement CE 1750/1999. Toutefois, tel que le tribunal vient de le retenir ci-avant, en vertu de l'article 55 (4) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001, les cas de force majeure visés à l'article 30 du Règlement CE 1750/1999 ne sont pas les seules circonstances pouvant dispenser un exploitant du remboursement des primes touchées.

En effet, à défaut d'une définition de la notion de « *circonstances indépendantes de la volonté du bénéficiaire des aides* », mais dans la mesure où le législateur a pris le soin de préciser dans l'article 55 (4) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 que les cas visés à l'article 30 du règlement CE 1750/1999, c'est-à-dire les cas de force majeure, peuvent notamment constituer une circonstance indépendante de la volonté du bénéficiaire des aides, il y a lieu de conclure que les circonstances indépendantes de la volonté du bénéficiaire des aides peuvent regrouper diverses situations, dont notamment des cas de force majeure. Afin qu'une situation puisse être considérée comme indépendante de la volonté du bénéficiaire des aides, elle ne doit partant pas nécessairement remplir les conditions strictes des cas de force majeure, à savoir être imprévisible, irrésistible et insurmontable, mais il suffit qu'elle se soit imposée au bénéficiaire des aides, sans aucune initiative de sa part.

En l'espèce, il ressort des explications des parties en cause, non-contradictoires sur cette question, ainsi que des pièces soumises à l'analyse du tribunal, dont notamment un acte notarié du 8 décembre 2005 conclu entre le bailleur principal et le locataire principal que le bail principal, portant sur les parcelles sous-louées par le demandeur, a été résilié. Il ressort par ailleurs d'un courrier du 10 décembre 2006 de Monsieur ..., locataire principal des parcelles, que suite à la résiliation du bail principal, Monsieur ... a résilié, fin décembre 2005, le contrat de sous-location le liant à Monsieur

S'il se peut certes que le demandeur aurait éventuellement pu se baser sur la loi du 18 juin 1982 portant réglementation du bail à ferme pour solliciter le maintien du contrat de sous-location ou qu'il aurait éventuellement pu engager une action en responsabilité civile contre le bailleur et le locataire principaux, il n'en demeure pas moins qu'à l'immédiat, la résiliation du contrat de sous-location lui a été imposée, sans aucune initiative de sa part et l'a privé des surfaces fourragères nécessaires pour pouvoir remplir les conditions lui imposées par le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 afin de bénéficier des aides visant à encourager l'introduction ou le maintien de méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel.

Il suit des considérations qui précèdent que le demandeur a été empêché à remplir les conditions de son engagement envers l'Etat en vue de bénéficier des aides visant à encourager l'introduction ou le maintien de méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel en raison de circonstances indépendantes de sa volonté, au sens de l'article 55 (4) du règlement grand-ducal du 9 novembre 2001.

Par conséquent, le ministre n'a pas valablement pu solliciter le remboursement de 50% des aides touchées par le demandeur, soit un montant de ... euros, au seul motif que sa situation ne serait pas à considérer comme cas de force majeure au sens de l'article 30 du règlement CE 1750/1999, et sans analyser si le demandeur a été confronté à des circonstances indépendantes de sa volonté l'empêchant de remplir ses obligations, de sorte que la décision déferée encourt l'annulation, sans qu'il n'y ait lieu d'analyser plus en avant les autres moyens avancés par le demandeur.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation,

reçoit le recours subsidiaire en annulation en la forme,

au fond, le déclare justifié,

partant annule la décision du ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du 3 septembre 2010 ;

renvoie le dossier au ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural en prosécution de cause,

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par:

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Françoise Eberhard, premier juge,
Anne Gosset, juge,

et lu à l'audience publique du 3 novembre 2011 par le premier juge, délégué à cet effet, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler.

s. Sabrina Knebler

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 4 novembre 2011

Le Greffier assumé du Tribunal administratif